

Paris, le 22 juin 2021

## **Échec du “plan crack” : il faut une stratégie globale et des mesures d’ampleur**

*Communiqué de Danièle Obono, députée des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris*

Habitant·es et associations alertent depuis des années sur la dégradation de la situation dans plusieurs quartiers du 19<sup>e</sup> arrondissement qui font face à une recrudescence des scènes de consommation de drogues sur la voie publique. Mais les exécutifs, localement et nationalement, ont tardé à réagir, puis l’ont fait de manière précipitée, non concertée et sans stratégie globale ni pérenne. Ainsi, la décision de la préfecture de police, prise mi-mai avec l’aval de la Ville de Paris suite à une montée des tensions dans le quartier de Stalingrad, de “parquer” les usager·es de drogue dans le jardin d’Eole, signe l’échec du “plan crack” lancé en 2019 censé déjà répondre à la mauvaise gestion de l’évacuation du campement de toxicomanes de la Porte de La Chapelle. Cette mesure n’a d’ailleurs fait que déplacer temporairement une partie du problème sans le régler. Elle a suscité les protestations légitimes des habitant·es privé·es de leur parc, témoins impuissant·es de scènes dégradantes et victimes d’actes de violences, comme cela a été le cas d’un enfant en bas âge il y a quelques jours.

Le 7 juin dernier, le Premier ministre Castex a tenu une réunion interministérielle sur la réponse globale à apporter à la question de la toxicomanie dans l’Est-parisien, tandis que la maire de Paris Anne Hidalgo annonçait la fin du dispositif au jardin d’Eole pour le 30 juin. Mais à une semaine de cette échéance, il n’y a toujours aucune information concrète sur ce qui va être mis en place, de la part du gouvernement ou de la mairie. Pourtant, des solutions, de court, moyen et long terme, formulées par des professionnel·les du secteur, existent.

- Renforcer les maraudes pour favoriser la réduction des risques et la médiation avec le habitant·es
- Création de plusieurs nouveaux espaces d’accueil, de repos et de consommation à Paris et en banlieue
- Augmentation significative des moyens en matière de logement, d’accompagnement médico-social, d’accès aux soins notamment psy, de prise en charge thérapeutique et de réinsertion
- Revalorisation du statut des personnels du secteur médico-social qui accompagnent les usager·es de drogues
- Re-mise en place d’une police de proximité et du quotidien formée à ces problématiques

Députée et habitante de l’arrondissement, voisine de ces quartiers, je soutiens ces demandes, que j’ai adressées aux différentes autorités en même temps que les alertes sur la situation depuis le début de mon mandat. Je continuerai à me battre pour permettre à toutes celles et ceux qui vivent dans ce beau 19<sup>e</sup> arrondissement d’y mener une existence digne et tranquille.